



CHRONIQUE DE LA CIMENTERIE LAFARGE À LEXOS

(extraits d'archives et coupures de presse)

Aux confins des Causses de la vallée aveyronnaise, après la faille de Saint-Antonin-Noble-Val, les lignes assouplies du paysage signalent l'affleurement de l'argile du Lias. A une dizaine de kilomètres du confluent de la Bonnette avec l'Aveyron, deux cheminées cylindriques dominant les hauteurs de leurs panaches gris qui s'orientent, au gré du vent, en volutes cotonneuses : c'est l'usine de la Société des Chaux et Ciments de Lavazière et Lexos.

Pourquoi une usine à Lexos ?

Bâtiments et terrains couvrent une superficie d'environ 20 hectares entre l'Aveyron et les hauteurs qui se dressent en falaise rocheuse. Entre cette muraille naturelle et la rivière, la voie ferrée, la route et une rangée de maisons en hauteur, s'alignent parallèlement.

La gare, importante construction de pierre grise qui commande une quadruple rangée de doubles rails⁽¹⁾, est disproportionnée avec l'ampleur et l'activité de cette agglomération.

mération rurale, toute en longueur, née de la route. Première pensée d'un projet de la compagnie P-O. Lexos devait assurer le croisement des lignes desservant Toulouse et le Midi méditerranéen, Montauban et, au-delà, le Bordelais, avec celle du « Grand Central » qui devait relier Paris au massif montagneux isolé au centre du pays.

C'est grâce aux voies de communications que l'ancienne usine de chaux a pris un essor qui s'est accru après la Guerre de 1914-1918⁽²⁾ : elle occupait cent cinquante personnes environ.

La carrière est toute proche ; la roche saute par explosions successives. A cause de l'instabilité du « rocher de Lexos », le tir est limité. Une pelle électrique déverse, à chaque prise, 3 tonnes de pierrailles dans les camions de 15 tonnes qui assurent le transport jusqu'au concasseur. Là, les blocs sont réduits à l'état de gravier par la machine que commandent deux moteurs de 125 chevaux-vapeur. Le rendement moyen est de 100 tonnes à l'heure. Une légère poussière et le bruit assourdissant des marteaux révèlent le travail qui s'opère.

La main-d'œuvre est d'origine locale ; cent vingt-cinq familles de la région vivent de l'usine. Les étrangers occupés sont depuis longtemps implantés dans les campagnes avoisinantes. Les ouvriers de l'usine sont souvent propriétaires à la fois de leur maison et des terres qui l'entourent ; ils cultivent eux-mêmes champs et jardins aux

heures de liberté. Vingt-cinq familles sont logées par l'usine.

C'est depuis le début du vingtième siècle que les usines de ciment ont été équipées et organisées. Les principales usines du Midi de la France sont aux extrémités est et ouest, à proximité des centres maritimes tels que Bordeaux, Sète et Marseille, gros consommateurs de ce produit lourd. Vers 1946, les



Le site de Lexos en pleine activité.

usines du Bordelais totalisaient une production de 316 000 tonnes de ciment artificiel ; celles des régions orientales, 700 000 tonnes. Le total de cette production suffirait à alimenter tout le Languedoc, car il faut ajouter encore les quelque 85 000 tonnes de l'usine de Sète, modernisée au lendemain de la Libération. Mais le transport du ciment s'est avéré très onéreux : en 1935, le transport à 200 km d'une tonne de ciment augmentait de 50 % son prix de revient. Trois autres usines, dont celle de Lexos, s'échelonnent entre l'Atlantique et la Méditerranée,

et alimentent, à meilleur prix, la région toulousaine⁽³⁾.

Par la qualité de la production, l'usine de Lexos s'apparente à celles de la région parisienne. Par la quantité de ciment fourni, elle paraît être en bon rang parmi les établissements industriels qui ont vu croître leur « productivité ». Après la Deuxième Guerre Mondiale, elle accusait 700 000 tonnes ; les

chiffres donnés plus haut indiquent donc, en 1954, une augmentation de plus de 50 % de la production moyenne.

Par son origine, son emplacement et sa main-d'œuvre semi-rurale, l'usine de Lexos rappelle les fabriques artisanales ; par son équipement et sa production, elle tend à prendre place parmi les établissements plus strictement industrialisés.

F. Féral

L'Usine de chaux et de ciments de Lexos.
In: Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, tome 28, fascicule 1, 1957.

Lexos tombe de haut

Publié le 24/10/1998 dans La Dépêche du Midi



Le site de Lexos aujourd'hui ; la cimenterie a disparu, on voit bien la place occupée par la première usine.

Hier midi, les deux cheminées de la cimenterie Lafarge ont été démolies, devant d'anciens employés émus. Un spectacle impressionnant.

Quand le coup de klaxon retentit à 12h30 précises pour prévenir de l'imminence de la déflagration, la foule des spectateurs retient son souffle. Mais pas celui de l'explosion. Deux détonations, comme deux coups de tonnerre, fendent le silence à moins de trois secondes d'intervalle. Les deux cheminées de la cimenterie Lafarge vacillent.

Avant de s'écrouler et de se poser comme on dépose un bilan : avec pertes et fracas. En soulevant un épais nuage de poussière. Une poussière aussi opaque que les nuages de la récession qui sont venus s'abattre sur cette petite com-

mune du Tarn-et-Garonne depuis l'annonce de la fermeture de la cimenterie, fin 1993.

Les enfants de l'école voisine sont venus assister à ce spectacle qui grave un peu plus profond le mot « fin » dans le ciment. Beaucoup d'anciens employés ont fait le déplacement. Même M. Coquerelle muté à Comte près de Nice depuis la fermeture, est là. Eparpillés sur la crête qui surplombe les cheminées, ils attendent tous, l'appareil photo en bandoulière, ou le camescope à la main. C'est un pan de leur vie qui part en fumée. En quelques secondes.

Claude Fontayral avait déjà assisté à deux fermetures chez Lafarge : Nicole dans le Lot-et-Garonne, Limay dans les Yvelines. Il a été recasé à Lexos en 1978 : « je pensais y rester jusqu'à la fin de ma carrière ».

Une fin qui sera précipitée par la fermeture de 1994 : la troisième de sa vie. « C'est malheureux à dire,

mais tout ça, c'est pour le profit ». L'usine part peu à peu en morceaux, le four a été démonté, en partance pour le Sénégal.

Sur les cent seize employés qui restaient en 1994, seuls huit salariés ont été conservés à Lexos, dont deux en préretraite progressive pour le démantèlement du site. André Rous travaille chez Lafarge depuis 1981, c'est un des rescapés de Lexos. Son père a fait toute sa carrière à la cimenterie, et il habite à 500 mètres des cheminées. « Je passe devant tous les jours, ça me fera un coup de ne plus les voir... ».

Derniers symboles, les deux cheminées régnaient, à 70 mètres de haut, sur le paysage de Varen-Lexos depuis des générations. La plus ancienne date de 1956. La seconde, avec le château d'eau tout autour, a été érigée en 1965. André Alvary a assisté à la construction de ces deux pics industriels. Il pourra aussi témoigner de leur démolition. Hier après-midi, après l'explosion, il se promenait sur les gravats en compagnie des artificiers. Embauché à la cimenterie en 1950, il est à la retraite depuis 1984 : « Il a fallu moins de temps pour les descendre que pour les monter », constate-t-il un peu ému.

Seuls les artificiers de l'entreprise bordelaise Delair semblent satisfaits de cette journée.

Jérôme Poupon

(1) L'une d'elles a été supprimée en 1954 et la ligne Montauban-Lexos, desservie par un autorail, supprimée elle aussi, bien que « rentable », en août 1955.

(2) A l'origine, l'usine à chaux, qui produisait aussi de la « bouillie bordelaise », occupait seulement une dizaine d'ouvriers.

(3) Le gypse est amené à Lexos par wagons, de Tarascon-sur-Ariège